

## Regards sur le passé esclavagiste de Saint-Malo

Si Saint Malo se place assez loin derrière des villes comme Nantes, Bordeaux ou La Rochelle au hit parade des cités qui se sont enrichies du commerce d'esclaves, il n'en reste pas moins que la traite négrière lui a largement profité. Ce sont près de 80.000 esclaves noirs qui ont fait le voyage Afrique-Amérique sur des bateaux d'armateurs malouins au 17ème et 18ème siècle selon les estimations des historiens.

Deux esclavagistes célèbres ont d'ailleurs leurs statues : Mahé de La Bourdonnais qui faisait trimer des esclaves à la l'île de la Réunion et Robert Surcouf qui, avant de devenir corsaire, c'est à dire pirate légal, a mené cinq expéditions négrières.

Certains objectent encore que ce commerce des hommes était considéré à l'époque comme « normal ». Ce qui doit justement nous faire réfléchir aujourd'hui sur ce qui est officiellement « normal » et « légal » mais porte en réalité atteinte à la dignité humaine.

Mais ceux qui veulent occulter ce passé cherchent sans doute, non seulement à défendre l'image de la ville, mais à faire oublier les formes actuelles prises par l'esclavage.

Que ce soit dans les pays pauvres où des femmes, des hommes, des enfants triment dans des conditions à peine meilleures au profit de sociétés multinationales, ou même dans les pays plus riches comme le notre où, si les travailleurs ne subissent ni le fouet ni les chaînes, ils sont tout de même soumis au bon vouloir de patrons qui les exploitent et les jettent comme des kleenex du jour au lendemain.

N'oublions pas non plus que ce sont non seulement quelques villes qui se sont enrichies du commerce triangulaire, mais que le capitalisme s'est développé grâce à ce trafic et au pillage des colonies et en a conservé de larges séquelles aujourd'hui.



L'actualité brûlante de l'assassinat de Georges Floyd qui remet au premier plan la réalité des crimes racistes, nous amène, nous militant.es du pays malouin, à nous pencher à nouveau sur la question de la **traite négrière** et la place qu'eut cette activité, il y a plusieurs siècles, dans le développement du port et de la ville ainsi que dans la prospérité de ces « Messieurs de Saint-Malo ».

Cette question appelle d'autant plus d'attention qu'elle ne semble n'avoir fait l'objet que d'une **très modeste préoccupation** dans l'élaboration du parcours de visite décrit dans le **programme muséographique du futur Musée d'Histoire Maritime** (\*).

En conséquence, il nous faudra juger sur pièce la manière dont « *la traite des noirs* », « *l'armement négrier* » et « *la troque des nègres* » seront traités et mis en scène dans ce parcours.

Dans cette attente, nous conseillons de lire ou relire l'excellent travail sur cette question d'Alain Roman, disparu récemment: *Saint-Malo au temps des négriers*, éditions Karthala, 2001, dont nous reproduisons ci-dessous un extrait de la postface.

Rappelons par ailleurs que Saint-Malo honore toujours par des noms de rues certains « armateurs négriers » et aussi l'un de ses natifs, Mahé de La Bourdonnais, qui fit venir des milliers d'esclaves de Madagascar et du Mozambique pour mettre en exploitation l'île de la Réunion. Sur ce sujet aussi, il y aurait lieu de réfléchir et de proposer des actions éducatives et mémorielles.

(\* ce programme, intégré au programme technique détaillé de cette importante opération, a été  **voté à l'unanimité le 18 mai 2017**  par le conseil municipal de Saint-Malo. Pour autant, la question de la traite négrière n'est évoquée qu'en 3 lignes dans ce programme, au titre des « *nouveaux débouchés (17e-18e siècle)* » et dans le cadre de la « *séquence 3 : Grand commerce et routes maritimes (16E-20E siècle)* ». La concentration ouvrière que constituait le port (dockers, charbonniers, marins, charpentiers et métallos de la navale...) avec ses traditions de lutte et d'organisation ne semble guère mieux prise en considération.

Michelet opposait Saint-Malo, la ville des corsaires, à Nantes, celle des négriers. Cette image, simpliste et flatteuse, avait de quoi satisfaire l'historiographie malouine, plus soucieuse de célébration que de précision. La réalité est pourtant incontournable : en cent cinquante ans, Saint-Malo a vu partir environ 250 expéditions de traite qui ont assuré le transport de près de 80 000 captifs africains.

Cette réalité situe la patrie de Surcouf à la cinquième place des ports négriers français et la véritable question qui se pose à l'historien c'est justement de savoir pourquoi ce rang est si modeste. Et peut-on accepter ce jugement de Roger Vercelet, fin connaisseur de l'âme malouine, qui affirmait dès 1948 : « Saint-Malo a vendu du bois d'ébène, avec le seul regret de n'en point vendre davantage » ?

### Seattle, zone sans police

A Seattle, les manifestants ont proclamé une « zone sans police » dans le quartier de Capitol Hill, ce qui a rendu Trump fou de rage. On y trouve de la nourriture gratuite « à la cantine solidaire No-Cop Co-op, des masques gratuits distribués par des manifestants, une zone d'expression libre où chacun peut dire ce qu'il a à dire, et des projections gratuites de documentaires, comme celui de la réalisatrice Ava DuVernay sur l'incarcération de masse des Africains-Américains », relate un quotidien local. Des appels à la grève ont été lancés et il est question d'expulser les syndicats de police du mouvement syndical s'ils ne prennent pas clairement position contre le racisme et les violences policières.

Seattle fait partie des hauts lieux de la mobilisation. Le 7 juin, un militant d'extrême droite avait foncé sur la foule en voiture et blessé une manifestante. Seattle a de solides traditions, déjà d'énormes manifestations avaient accueilli la réunion de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) en 1999.



# Rouge Émeraude

Bulletin du comité du pays malouin du Nouveau Parti Anticapitaliste  
n°67  
12 juin 2020

## Contre le racisme, les violences policières, les licenciements, pour notre santé... La lutte, l'action collective reprennent, ACCELERONS !

Dans le monde entier, les odes aux « héros du quotidien » sont bien loin. Les « travailleurs de l'ombre », très souvent des travailleuses, d'origine immigrée et précaires, caissières, aides-soignantes, femmes de ménage... ont payé le prix fort de l'épidémie et sont les premiers et premières impacté.e.s par la récession.

L'ensemble du monde du travail est touché. Partout les multinationales annoncent des plans de suppression d'emploi, des entreprises grandes ou petites se déclarent en faillite. Et partout, les gouvernements mettent l'ensemble de leurs moyens au service des capitalistes. Jeudi dernier, Macron a réuni les dirigeants des organisations syndicales et patronales pour les enjoindre à unir leurs efforts pour « sauver l'emploi et les compétences ». Cette farce ne sert qu'à justifier la politique de milliards de cadeaux fait au patronat qui multiplie les « plans sociaux » et les mauvais coups contre les travailleurs. Les ordonnances Macron ont donné aux patrons tout pouvoir sur le droit du travail : ils peuvent baisser les salaires, supprimer des primes ou des congés, augmenter la durée du travail en échange de « l'engagement » à ne pas licencier... ou à licencier moins qu'annoncé ! Une arme de chantage contre les salariés, utilisée aujourd'hui par Ryanair ou Derichebourg, sous-traitant aéronautique, pour imposer des baisses de salaires.

Face à cette politique, les mobilisations reprennent. Elles seules peuvent changer la donne, comme l'ont compris les salariés de Renault à Caudan, Maubeuge ou à Choisy-Le-Roy, comme le feront les salariés de la Santé le 16 juin. Face à l'austérité et à la récession, ils demandent collectivement des comptes, ils portent nos exigences : interdiction des licenciements et partage

du travail entre tous, augmentation des salaires, des pensions, des minima sociaux, embauches dans les services publics, ré-ouverture de lits et de structures pour un meilleur accès aux soins, ...

S'ajoute à ce contexte de redémarrage des luttes et des actions, à la suite de l'assassinat raciste de Georges Floyd et ceci dans le monde entier, une même vague de révolte, de rejet du racisme et des ravages du capitalisme. Dans les villes du monde entier, sur tous les continents, cette vague rassemble de très nombreux jeunes, noirs, blancs, beurs au coude à coude et poing levé, dans une même exigence, une même aspiration à un autre monde, aux cris de « **Pas de justice, pas de paix !** », « **Black lives matter** » (La vie des noirs compte) et « **I can't breathe !** » (Je ne peux plus respirer). L'air de cette société est devenu proprement irrespirable pour la jeunesse, les classes populaires et les travailleurs du monde entier. Ce puissant mouvement, aussi, contribue à changer la donne. Il porte en lui la contestation globale du capitalisme, un souffle nouveau et la perspective d'une société basée sur la collaboration internationale, débarrassée de toute forme d'exploitation et d'oppression.

En quelques jours, nous avons, ici à Saint-Malo, deux initiatives pour nous inscrire dans ce mouvement, contribuer à **le faire croître et l'accélérer afin que le monde d'après le covid soit meilleur que celui d'avant et porteur d'espoirs.**

Allons-y ! Participons tous et toutes au

**RASSEMBLEMENT CONTRE LE RACISME ET LES VIOLENCES POLICIERES, SAMEDI 13 JUIN à 17h, porte Saint-Vincent** (à l'initiative de la coordination locale « LE MONDE D'APRES »)

**RASSEMBLEMENT EN SOUTIEN AUX REVENDICATIONS DES HOSPITALIER.ES, MARDI 16 JUIN à 14h30, porte Saint-Vincent** (à l'initiative de plusieurs syndicats du Centre Hospitalier).



L'édition papier de l'hebdomadaire du NPA, **L'ANTICAPITALISTE** est reprise. Vous pouvez cependant avoir accès à certains articles en ligne par <https://npa2009.org/publications-npa/hebdo-semaine>

### 15 milliards pour l'aéronautique, 8 milliards pour l'automobile...et combien pour l'hôpital et la santé ?

Près de 3 semaines après le début du fameux « Ségur de la santé », toujours rien de concret, toujours pas de chiffrage et de calendrier pour la santé en général et pour des revalorisations salariales, toujours rien sur l'arrêt des restructuration hospitalières, la réouverture de lits, toujours pas d'annonce de changement dans le management et le financement des établissements de santé...

**Avec les hospitalier.es, toutes et tous dans la rue le 16 juin !**

## BREVES DE PONTONS

### LA POLLUTION DE L'AIR AU TRIBUNAL

Une douzaine d'habitants de Saint-Malo et l'association Osons ont donc assigné Timac Agro en référé devant le tribunal judiciaire pour « trouble de voisinage ». L'audience a eu lieu le 11 juin. C'était la première fois que les gênes olfactives, la présence de particules fines et d'ammoniaque dans l'air malouin étaient évoquées devant un juge. Et c'est assez logique qu'on en soit arrivé là, puisque malgré nombre de pétitions, d'actions en tout genre...auprès des pouvoirs publics, du préfet, du maire de Saint-Malo, les habitants n'ont jamais pu obtenir la cessation de ces nuisances.

Naturellement, la société TIMAC a contesté sa responsabilité dans cette affaire, tentant de déconsidérer l'action judiciaire en l'assimilant à une action politique, conduite par un candidat à l'élection municipale.

On verra la décision que le tribunal le 2 juillet prochain.

En tout état de cause, l'action judiciaire n'aura pas été vaine. Elle aura permis le renforcement du mouvement et même l'adhésion à ce combat d'un ancien ministre de l'environnement !

A suivre donc...

### NI LE GAGNE, NI LURTON

L'assemblée générale de la liste Saint-Malo autrement s'est réunie physiquement avec ses soutiens, samedi 6/06. Plus de 50 personnes très heureuses de se retrouver ont échangé pendant plus d'une heure sur le bilan de leur campagne. Moment indispensable et politiquement très intéressant.

Après quoi, le débat a porté sur la position de la liste au second tour. Une écrasante majorité s'est prononcée sans ambiguïté pour une position « NI LE GAGNE, NI LURTON » avec l'expression de sensibilités différentes, certaines en faveur du vote nul ou blanc d'autres pour l'abstention.

Nous ne reprendrons pas en détail l'argumentaire que nous avons déjà développé dans notre précédent numéro en faveur de l'abstention. Mais en raison à la fois des positionnements très voisins des deux candidats sur l'échiquier politique (qui les faisaient figurer initialement sur la même liste) mais également des circonstances liées au maintien de l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 10 juillet lequel suspend de fait les libertés démocratiques de réunion et de manifestation, voire d'aller et venir (pour les résidents.es des EHPAD par exemple), **l'abstention nous semble être l'attitude adaptée à la situation à Saint-Malo.** Idem d'ailleurs à Dinard.

### Les Nielles: votez le 28 juin peut nuire gravement à la falaise !

Rappelons que ni A. Le Gagne, ni G. Lurton ne se sont opposés, lors du conseil municipal du 6 février dernier à la mise en compatibilité du PLU avec le projet Raulic, permettant ainsi la délivrance du permis de construire du complexe hôtelier et de thalasso-thérapie.

**N'hésitez pas à faire part de ce bulletin à vos ami.es, à visiter notre site internet départemental et à discuter avec nous sur notre page facebook:**

<http://www.anticapitaliste-35.org>

<http://www.facebook.com/npaSaintMalo>

## Quelle police pour quelle société ?

*Le mouvement contre les crimes racistes et les violences policières soulève à nouveau le problème de la police, de sa fonction. Ces comportements criminels sont-ils seulement des bavures, des débordements de brebis galeuses, ou sont-ils liés à la nature même de la police ?*

On remarquera d'abord que ces comportements, même s'ils apparaissent au grand jour en raison de la puissance des manifestations, ne sont pas nouveaux. Aux Etats unis, la police tue plus d'un millier de personnes par an. En France, les habitants des cités, surtout s'ils sont jeunes, noirs, beurs subissent les violences policières depuis longtemps. Auparavant, la police a commis de nombreux crimes et même des massacres, comme ceux du 17 octobre 1961 ou de Charonne le 8 février 1962. Des grévistes ont aussi été tués à diverses occasions, notamment en mai 68.

La fonction principale de la police est de maintenir l'ordre social et de protéger les biens et les privilèges des classes possédantes. Dans les périodes où la société est relativement prospère et où les relations sociales ne sont pas très tendues, cette fonction n'apparaît pas ouvertement ou peu. Il est donc possible de croire que la police serait un corps neutre, au service de tous. Seules quelques minorités subissent sa violence. Mais, dès que des conflits sociaux éclatent, la violence policière s'exerce plus largement contre les classes laborieuses. On l'a vu clairement au moment du mouvement contre la Loi travail, sous Hollande, comme lors de la révolte des gilets jaunes, sous Macron.

Bien des gens qui se croyaient protégés par la police ont alors découvert son véritable visage, celui de bandes armées destinées à protéger un système social injuste, prêtes à mutiler et tuer pour mater la contestation.

Serait-il possible d'épurer la police de ses éléments racistes et violents pour en faire une police républicaine ?

On notera d'abord qu'il faudrait virer une quantité considérable de policiers. La découverte de plusieurs blogs comptant des milliers de policiers se répandant en propos haineux et racistes montre l'ampleur de l'infection. Aucun gouvernement, dans le cadre de la société actuelle, n'oserait mener une telle purge car tous ont trop besoin de la police. C'est d'ailleurs pourquoi tous les excès et même les crimes sont tolérés ou sanctionnés très légèrement. Tous les policiers n'ont sans doute pas une vocation de tueur raciste, mais tous ceux qui s'engagent dans des corps de répression savent qu'ils peuvent un jour ou l'autre se retrouver en face de travailleurs en grève pour défendre leurs droits. Les individus qui acceptent de jouer ce rôle peu reluisant sont donc recrutés parmi des catégories particulières de la population. Au delà de la nécessité de gagner leur vie, ce sont ceux qui ont peu de conscience sociale et de scrupules qui endossent les uniformes de CRS, sans compter ceux qui considèrent l'usage de la matraque et du LBD comme un sport.

Ce sont inévitablement les catégories parmi lesquelles le racisme et le sexisme sont le plus développés. Ce n'est évidemment pas par hasard si une très forte proportion des membres de ces corps de répression votent pour l'extrême droite. Et ceux qui, au départ, pouvaient être bien intentionnés, subissent très vite la pression de leurs collègues. Il ne suffirait donc pas de chasser quelques individus trop voyants pour changer les choses. D'ailleurs, jamais une telle épuration n'a été tentée, même à la Libération où seuls quelques individus ont été payés pour les autres.

### Suffirait-il de « bien commander » la police ?

« Ils ne font qu'obéir aux ordres » est une remarque qu'on entend souvent. Mais, qui sont ceux qui les commandent ? Les hauts cadres de la police et de l'appareil d'Etat sont issus pour la plupart des classes privilégiées dont ils partagent l'idéologie et avec lesquelles ils conservent toutes sortes de liens. Ils savent parfaitement quels intérêts ils défendent et ne sont pas « neutres » comme on essaie de nous le faire croire. Ils défendent d'ailleurs leurs troupes et ne tolèrent pas qu'on les sanctionne. Des personnages comme le sinistre préfet Papon ou l'actuel préfet Lallement sont très représentatifs de ce milieu. Ils restent en place sous tous les gouvernements. Tous les politiciens de droite et de gauche cajolent la police. La moindre tentative de réforme suscite immédiatement leur réaction et celle de leur troupe. On le voit avec le projet d'interdiction de l'étranglement, même remplacé par la généralisation de l'emploi de taser. On électrocuterait au lieu d'étrangler...

*« Mais on ne peut se passer de police. Sans la police, ce serait le désordre. Vous êtes bien contents de trouver la police si vous êtes agressé ou cambriolé... »*

Tels sont les arguments qu'on entend le plus souvent. D'abord, on remarquera que, si la police protège en effet les habitants des quartiers riches avec une certaine efficacité, dans tous les pays du monde, elle protège très peu ceux des quartiers pauvres. Néanmoins, on ne peut nier que, à côté de ses tâches de répression, la police, du moins une partie d'entre elle, remplit aussi des fonctions utiles, comme la recherche des criminels, les enquêtes financières, la police de la route etc.

Mais, pour accomplir ces tâches, avons nous besoin de 100.000 hommes armés jusqu'aux dents ? Poser la question, c'est y répondre. Ni les CRS, ni les gendarmes mobiles n'ont pour mission de rechercher les criminels. Quant aux sinistres BAC qui sévissent dans les quartiers populaires, leurs comportements et leurs pratiques font qu'elles sont considérées comme véritablement dangereuses par les populations.

Vu le niveau de violence sociale que génère la société capitaliste, notamment par les inégalités qu'elle provoque, on comprend qu'on ait des difficultés à imaginer un fonctionnement démocratique et apaisé d'une société

socialiste. Pour autant, rien n'interdit d'espérer que dans un tel contexte, débarrassé de l'idée qu'il pourrait y avoir « un ennemi intérieur », une grande partie des tâches actuelles de la police pourrait parfaitement être accomplie par des volontaires travaillant par roulement, à la manière des pompiers volontaires ou des secouristes. Ces volontaires agiraient sous le contrôle de la population. Seuls devraient sans doute être conservés des services spécialisés, tels par exemple ceux de la police scientifique, de la police financière et ceux chargés de protéger et défendre les nouvelles formes de la société démocratiques. Tout cela naturellement, toujours sous le contrôle de la population.

Cet objectif n'est évidemment pas immédiat mais il est si peu utopique que même la ville de Minneapolis, qui n'est pas dirigée par des gauchistes, a envisagé de dissoudre la police.

Toutes ces questions relatives à la police dans la société sont à débattre, tant en écho à l'actualité que pour « le monde d'après » que nous appelons de nos vœux.

Pour l'heure, nous sommes pour exiger au minimum la suppression de toutes les armes les plus dangereuses, LBD, grenades, taser, la dissolution des corps de répression et des sanctions sévères contre les délinquants et assassins sous l'uniforme.

**Georges FLOYD,  
Adama TRAORE,**



**STOP au RACISME et aux  
VIOLENCES POLICIERES**

### Vous préférez être étranglé ou électrocuté ?

La mort par étranglement et étouffement de Georges Floyd et celle, dans des conditions comparables bien que non filmées, d'Adama Traoré ont soulevé une telle indignation que Castaner s'est senti obligé d'annoncer que la méthode de l'étranglement devrait être abandonnée par la police. Elle serait remplacée par l'utilisation de taser, cette arme qui provoque une décharge électrique susceptible de provoquer la mort de personnes fragiles ou souffrant de troubles cardiaques.

Quel progrès et surtout quel cynisme ! Il n'en a pourtant pas fallu davantage pour que les syndicats de police montent au créneau. Si on ne peut plus étrangler les gens, comment allons nous faire ? La hiérarchie policière et le Préfet Lallement se sont empressés de se joindre à cette protestation. Castaner en a pris pour son grade et au final a capitulé piteusement.

Nous ne voulons ni être étranglés ni être électrocutés.

Mais la police a hélas bien d'autres moyens de brutaliser et de tuer...

**comité NPA du pays malouin:  
npasaintmalo@gmail.com**